

Art. 12. De functies van de leden van de Raad worden niet bezoldigd.

Overeenkomstig de op de ambtenaren van de openbare besturen van toepassing zijnde bepalingen hebben ze echter recht op een vergoeding voor reis- en verblijfkosten ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

Voor de toepassing van dit artikel worden de leden van de Raad gelijkgesteld met ambtenaren van rang 15.

Art. 13. De gewestelijke ministers onder wie de bij het voorwerp van het aan de Raad voorgelegde dossier betrokken diensten functioneel ressorteren, verschaffen hem op verzoek van de secretaris van de Raad de voor het vervullen van zijn opdracht vereiste inlichtingen.

HOOFDSTUK IV. — *Secretariaat*

Art. 14. Het administratief beheer van de Raad wordt toevertrouwd aan een secretariaat waarvan het personeel door de Waalse Gewestexecutieve naargelang van de behoeften benoemd wordt.

HOOFDSTUK V. — *Middelen*

Art. 15. Binnen de perken van het in de begroting ingeschreven krediet stelt de Waalse Gewestexecutieve middelen ter beschikking van de Raad opdat hij zijn opdracht zoals hierboven omschreven kan volbrengen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 juli 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,
G. MATHOT

De Minister van Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 93 — 1910

[C — 27329]

27 MAI 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon
octroyant une prime d'embauche aux employeurs qui engagent un demandeur d'emploi

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1er;
Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment l'article 23, § 1er;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 15 septembre 1992;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 16 novembre 1992;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 septembre 1992;

Vu l'avis de la Commission des Communautés européennes, donné le 11 mai 1993;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 25 mai 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 décembre 1990 octroyant une prime d'embauche aux employeurs qui engagent un demandeur d'emploi a cessé d'être en vigueur au 31 décembre 1992;

Considérant qu'il y a lieu de maintenir l'intervention dans la rémunération des chômeurs difficiles à placer instaurée par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 juillet 1985, vu l'effet d'une telle intervention sur l'engagement de cette catégorie de chômeurs;

Considérant qu'il s'avère urgent, vu le contexte économique actuel, de permettre l'octroi de primes d'embauche aux entreprises concernées afin de les inciter à recruter dans les meilleurs délais les chômeurs visés;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° l'employeur : toute personne physique ou morale constituée sous la forme d'une société commerciale et développant des activités industrielles, commerciales, artisanales, agricoles ou de services au sein d'un siège d'exploitation situé en Région wallonne;

- 2° la prime : la prime octroyée à l'employeur qui engage un demandeur d'emploi visé par le présent arrêté;
- 3° le Ministre : le Ministre ayant l'emploi dans ses attributions;
- 4° l'Office : l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, en abrégé le FOREM.

Art. 2. L'employeur qui engage un demandeur d'emploi dans les liens d'un contrat de travail peut bénéficier d'une prime, aux conditions suivantes :

- 1° se conformer aux dispositions légales et réglementaires régissant l'exercice de son activité ainsi qu'aux législations et réglementations fiscales et sociales;
- 2° respecter, s'il échet, la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;
- 3° ne pas avoir licencié un ou plusieurs travailleurs afin de les remplacer par un ou plusieurs demandeurs d'emploi pour lesquels il demande le bénéfice de la prime.

Art. 3. Ne peuvent bénéficier de la prime :

- 1° les personnes morales de droit public;
- 2° les établissements d'enseignement organisé, reconnu ou subventionné par la Communauté française ou germanophone et les centres psycho-médico-sociaux d'orientation scolaire ou professionnelle;
- 3° les entreprises du spectacle et les clubs sportifs;
- 4° les entreprises de travail intérimaire;
- 5° les employeurs qui occupent uniquement des travailleurs domestiques;
- 6° les personnes qui exercent une des professions libérales suivantes, notamment, médecins, pharmaciens, dentistes, professions paramédicales, vétérinaires, avocats, notaires, architectes et huissiers de justice...

Par professions paramédicales, il y a lieu d'entendre notamment les professions suivantes : assistance en pharmacie, audiologie, diététique, ergothérapie, génie génétique; imagerie médicale; kinésithérapie et physiothérapie, laboratoire et biotechnologie; logopédie; orthèse; bandage et prothèse; optométrie et optique; orthoptie; podologie; prothèse dentaire; psychologie clinique; transport de patients;

7° les associations de fait et les sociétés civiles professionnelles formées par les personnes exerçant une des professions énumérées au 6°;

8° les établissements de soins et d'hébergements.

Art. 4. § 1er. Est demandeur d'emploi, au sens de l'article 2, tout chômeur complet indemnisé bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine, domicilié et résidant en Région wallonne, qui, soit :

1° est âgé de 18 ans au moins et de moins de 25 ans, à qualification réduite et inscrit comme demandeur d'emploi depuis au moins 12 mois sans interruption.

Est considéré comme étant à qualification réduite, le demandeur d'emploi qui n'est pas titulaire d'un diplôme sanctionnant la réussite d'études universitaires ou de l'enseignement supérieur de type long ou court, ou de l'enseignement secondaire général supérieur ou de l'enseignement technique secondaire inférieur ou supérieur;

2° est âgé de 40 ans ou plus et est inscrit comme demandeur d'emploi depuis au moins 12 mois sans interruption;

3° est âgé de 25 à moins de 40 ans et inscrit comme demandeur d'emploi depuis au moins 24 mois sans interruption.

§ 2. Est assimilée au demandeur d'emploi au sens du § 1er, toute personne qui, soit :

1° reste soumise à l'obligation scolaire partielle et ne poursuit plus l'enseignement secondaire de plein exercice;

2° est occupée dans un emploi à temps partiel dont la durée des prestations est égale ou inférieure au tiers de la durée normale de travail à temps plein dans l'entreprise qui l'occupe;

3° est visée à l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

4° étant inoccupée et à qualification réduite au sens du § 1er, 1°, alinéa 2, est en formation professionnelle organisée ou subventionnée par l'Office ou dans un centre agréé par le Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

5° est chômeur complet indemnisé non demandeur d'emploi et est visée aux articles 89 ou 90 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

6° bénéficie du minimum de moyens d'existence depuis au moins 3 mois;

7° a une aptitude au travail réduite par suite d'une insuffisance ou d'une diminution soit d'au moins 20 % de sa capacité mentale soit d'au moins 30 % de sa capacité physique et reconnue par l'Office ou par le Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

§ 3. Le Gouvernement peut assimiler aux demandeurs d'emploi au sens du § 1er, pendant une période d'un an, les travailleurs appartenant à une entreprise ou à un secteur d'activités qu'il a reconnu en difficultés.

§ 4. Pour l'application du présent article, la situation du demandeur d'emploi est appréciée la veille du jour où commence l'exécution du contrat.

Art. 5. § 1er. Pour l'application de l'article 4, § 1er, ne sont pas considérées comme interruption de la période d'inscription auprès des services de l'Office :

1° les périodes d'interruption de maximum quinze jours, sauf s'il s'agit de périodes de sanction administrative ou d'exclusion sur base des articles 51, 52 et 153 à 156 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

2° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité par application des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

3° les périodes de chômage couvertes par un pécule de vacances;

4° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité en application des dispositions légales ou réglementaires concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles.

§ 2. La période d'inscription comme demandeur d'emploi est suspendue par :

1° les périodes d'emprisonnement;

2° les périodes d'appel ou de rappel sous les armes ou de service civil accompli en qualité d'objecteur de conscience;

3° les périodes de résidence en République fédérale d'Allemagne d'un travailleur qui cohabite avec un Belge occupé dans le cadre du stationnement des Forces belges.

Art. 6. Le contrat de travail visé à l'article 2 est conclu à durée indéterminée, à temps plein ou à temps partiel. Dans ce dernier cas, la durée des prestations doit être égale ou supérieure au tiers de la durée normale de travail à temps plein dans l'entreprise qui l'occupe.

Cependant, en ce qui concerne le demandeur d'emploi visé à l'article 4, § 2, 2°, l'engagement ne peut être conclu qu'à temps plein.

Art. 7. La prime visée à l'article 2 est de 40 000 francs par trimestre civil complet d'occupation du demandeur d'emploi engagé à temps plein.

Elle peut être accordée pendant un maximum de quatre trimestres consécutifs.

Le premier trimestre pendant lequel elle est accordée est celui qui suit le début de l'exécution du contrat.

En cas d'occupation à temps partiel, le montant de la prime est réduit au prorata de la durée des prestations.

L'employeur qui occupe un demandeur d'emploi à temps plein visé à l'article 4, § 2, 2°, déjà occupé dans son entreprise, bénéficie d'une prime calculée au prorata des prestations complémentaires.

Art. 8. Un employeur peut bénéficier d'un maximum de quatre primes par trimestre.

Art. 9. En cas de suspension de l'exécution du contrat de travail engendrant le non paiement de la rémunération du demandeur d'emploi qui a ouvert le droit à la prime, la liquidation de la prime est différée.

Par suspension de l'exécution du contrat de travail, on entend les circonstances visées au chapitre III de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail et n'excédant pas une durée de 24 mois.

Néanmoins, en cas de remplacement du travailleur dont le contrat est suspendu par un demandeur d'emploi répondant aux conditions visées à l'article 4, la prime peut être liquidée en fonction des trimestres complets prestés par le remplaçant.

Art. 10. En aucun cas, la prime ne peut être cumulée avec une autre aide qui serait accordée à charge du budget de la Région wallonne en raison de la même mise au travail.

Art. 11. § 1er. L'octroi de la prime est subordonné aux conditions suivantes :

1° l'effectif de référence, soit le nombre de travailleurs déclarés à l'Office national de sécurité sociale, doit, à la fin de chacun des trois premiers trimestres donnant lieu à une intervention, être supérieur à celui déclaré dans les cadres statistiques et dans les relevés nominatifs de chacun des trois trimestres correspondant de l'année précédant l'engagement d'au moins autant d'unités qu'il y a de primes accordées.

En ce qui concerne le dernier trimestre donnant lieu à une intervention, le nombre de travailleurs figurant sur le cadre statistique et sur le relevé nominatif introduit auprès de l'Office national de sécurité sociale à la fin de ce trimestre doit être au moins égal à celui figurant sur le cadre statistique et sur le relevé nominatif de la fin du trimestre au cours duquel l'engagement a eu lieu.

L'employeur est tenu de communiquer les cadres statistiques et les relevés nominatifs dans un délai de 6 mois à dater de la fin du trimestre concerné, sous peine de perdre le bénéfice de la prime y afférente;

2° les emplois supplémentaires résultant des engagements visés à l'article 2 du présent arrêté doivent être maintenus pendant une durée d'un an à l'issue du dernier trimestre ayant donné lieu à la prime. La preuve du maintien en activité des travailleurs pour lesquels la prime a été accordée ou de leurs remplaçants est établie par la production du cadre statistique et du relevé nominatif introduit à l'Office national de sécurité sociale au terme de chacun des huit trimestres concernés et ce, dans un délai de six mois à dater de la fin du dernier trimestre concerné.

§ 2. L'effectif de référence à prendre en considération pour l'application du § 1er n'inclut ni les apprentis agréés, ni les stagiaires visés à l'arrêté royal n° 230 du 20 décembre 1983 relatif au stage et l'insertion professionnelle des jeunes.

Art. 12. La demande de prime est introduite par l'employeur ou son mandataire au plus tard à la fin du trimestre qui suit celui au cours duquel commence l'exécution du contrat de travail.

Elle est introduite auprès des services subrégionaux de l'Office et instruite par ceux-ci.

Y sont joints les documents suivants :

1° une situation détaillée de l'évolution de l'emploi dans l'entreprise au cours des trois trimestres précédant le début de l'exécution du contrat de travail;

2° les cadres statistiques et les relevés nominatifs introduits à l'Office national de sécurité sociale relatifs à ces trois trimestres;

3° l'identité, le domicile et la résidence du demandeur d'emploi engagé;

4° une attestation de l'Office indiquant la catégorie, visée à l'article 4, à laquelle le demandeur d'emploi appartenait;

5° une déclaration de l'employeur affirmant qu'il est soumis à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et qu'il n'est pas un des employeurs visés à l'article 3;

6° une copie du contrat de travail conclu avec le demandeur d'emploi engagé;

7° un engagement de l'employeur permettant aux fonctionnaires désignés par le Ministre d'exercer dans l'entreprise ou auprès de son mandataire le contrôle de l'application des dispositions du présent arrêté.

Art. 13. Le Comité subrégional de l'emploi et de la formation compétent donne son avis dans un délai de trente jours à dater de l'introduction de la demande.

Passé ce délai, l'avis n'est plus requis.

L'avis défavorable doit être motivé.

Art. 14. Le Ministre notifie sa décision à l'employeur.

La prime est accordée dans les limites des crédits budgétaires disponibles pour l'année en cours au moment de l'introduction de la demande.

Art. 15. La liquidation de la prime est effectuée par l'Office à l'expiration de chaque trimestre civil sur production du cadre statistique et du relevé nominatif du trimestre correspondant introduit à l'Office national de sécurité sociale.

Art. 16. Est tenu de restituer la prime :

1° l'employeur qui a bénéficié d'une prime en violation du présent arrêté;

2° l'employeur qui se place dans une des situations visées à l'article 2, entre le moment de l'introduction de la demande et la fin de la période prévue dans la décision d'octroi de la prime prolongée, s'il échet, des périodes de suspension visées à l'article 9, alinéa 2;

3° l'employeur qui ne remplace pas par un demandeur d'emploi répondant aux conditions énoncées à l'article 4 le travailleur qui ouvrait le droit à la prime et qui a soit démissionné, soit été licencié au cours des périodes visées à l'article 11, § 1er.

Le remplacement doit avoir lieu au plus tard à la fin du trimestre civil qui suit celui de la démission ou du licenciement du travailleur.

L'action en restitution des interventions se prescrit par trois ans à dater du paiement. Ce délai est porté à cinq ans lorsque le paiement indu résulte de fraude, de vol ou de manœuvres frauduleuses du demandeur.

Art. 17. Le Ministre désigne les fonctionnaires chargés du contrôle et de la surveillance du présent arrêté.

Art. 18. L'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle et à l'octroi des subventions s'applique aux interventions visées au présent arrêté.

Art. 19. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1993.

Art. 20. Le Ministre ayant l'emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

G. SPITAELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

D. 93 — 1910

[C — 27329]

27. MAI 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Gewährung einer Einstellungsprämie an die Arbeitsgeber, die einen Arbeitssuchenden einstellen

Aufgrund des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer, insbesondere des Artikels 7 § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 18. Dezember 1988 zur Schaffung des « Office régional de l'emploi » (Regionalamtes für Arbeitsbeschaffung), insbesondere des Artikels 23 § 1;

Aufgrund des am 15. September 1992 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeinschaftlichen und Regionalen Amtes für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des am 18. Dezember 1992 abgegebenen Gutachtens des « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 28. September 1992 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 11. Mai 1993 abgegebenen Gutachtens der Kommission der Europäischen Gemeinschaften;

Aufgrund des am 25. Mai 1993 abgegebenen Gutachtens des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. Dezember 1990 zur Gewährung einer Einstellungsprämie an Arbeitsgeber, die einen Arbeitssuchenden einstellen, am 31. Dezember 1992 außer Kraft getreten ist;

In Erwägung der Notwendigkeit, die durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Juli 1985 eingeführte finanzielle Beteiligung am Lohn der schwer zu vermittelnden Arbeitslosen beizubehalten, da sich eine solche Beteiligung auf die Einstellung dieser Kategorie von Arbeitssuchenden positiv auswirkt;

In der Erwägung, daß es in der heutigen wirtschaftlichen Lage dringend geworden ist, die Gewährung von Einstellungsprämien an die betroffenen Betriebe zu erlauben, um sie zur schnellstmöglichen Anwerbung der erwähnten Arbeitssuchenden anzureizen;

Auf Vorschlag des Ministers der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,

Beschließt die Wallonische Regierung :

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° Arbeitgeber : jede natürliche oder juristische Person, die die Form einer kaufmännischen Gesellschaft hat und die industrielle, kaufmännische, handwerkliche, landwirtschaftliche Tätigkeiten oder Dienstleistungen am in der Wallonischen Region gelegenen Standort des Betriebs entwickelt;

2° Prämie : die Prämie, die dem Arbeitgeber, der einen im vorliegenden Erlaß erwähnten Arbeitssuchenden einstellt, gewährt wird;

3° Minister : der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;

4° das Amt : das « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung), abgekürzt FOREM.

Art. 2. Dem Arbeitgeber, der einen Arbeitssuchenden unter einem Arbeitsvertrag einstellt, kann unter folgenden Bedingungen eine Prämie gewährt werden :

1° er soll die gesetzlichen und verordnenden Bestimmungen zur Regelung seiner Tätigkeit sowie die steuerlichen und sozialen Gesetzgebungen und Verordnungen einhalten;

2° er soll ggf. das Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchführung und die Jahresabrechnungen der Betriebe einhalten;

3° er soll keinen bzw. keine Arbeitnehmer entlassen zu haben, um sie durch einen bzw. mehrere Arbeitssuchende, für die er den Genuß der Prämie beantragt, zu ersetzen.

Art. 3. Folgende Personen dürfen keine Prämie erhalten :

- 1° die juristischen Personen des öffentlichen Rechtes;
 - 2° die von der Französischen bzw. Deutschsprachigen Gemeinschaft organisierten, anerkannten oder bezuschußten Lehranstalten sowie die psychomedizinisch-sozialen Zentren für Schüler- und Berufsberatung;
 - 3° die Unternehmen des Schaugeschäfts und die Sportvereine;
 - 4° die Zeitarbeitunternehmen;
 - 5° die Arbeitgeber, die nur Hausangestellte beschäftigen;
 - 6° die Personen, die einen der folgenden freien Berufe ausüben : Ärzte, Apotheker, Zahnärzte, Heilhilfsberufe, Tierärzte, Rechtsanwälte, Notare, Architekten und Gerichtsvollzieher...
- Unter Heilhilfsberufen soll man unter anderen die folgenden Berufe verstehen : Apothekenhelfer, Audiologen, Diätspezialisten, Ergotherapeuten und Physiotherapeuten, Labor- und Biotechniker, Logopäden, Hersteller von orthopädischen Prothesen, Bandagen und Prothesen, Optometer und Optiker, Orthoptiker, Podologen, Zahntechniker, klinische Psychologen und Patiententransportunternehmer;
- 7° die nicht rechtsfähigen Vereine und gewerblichen Gesellschaften des bürgerlichen Rechts, die von Personen errichtet worden sind, die einen der in Nr. 6 aufgezählten Berufe ausüben;
 - 8° die Pflege- und Beherbergungsanstalten.

Art. 4. § 1. Arbeitssuchender im Sinne von Artikel 2 ist, wer Vollarbeitloser ist, Arbeitslosen- oder Wartegeld für jeden Tag der Woche bezieht, seinen Wohnsitz und seinen Aufenthalt in der Wallonischen Region hat und :

- 1° mindestens 18 und weniger als 25 Jahre alt ist, geringe Fachkenntnisse hat und seit mindestens 12 Monaten ununterbrochen als Arbeitssuchender eingetragen ist.

Der Arbeitssuchender wird als Person mit geringen Fachkenntnissen betrachtet, wenn er nicht Inhaber eines Diploms ist, das den erfolgreichen Abschluß eines Universitätsstudiums oder eines Hochschulstudiums des kurzen oder des langen Typs oder der Oberstufe des allgemeinbildenden Sekundarunterrichts oder der Unterstufe des technischen Sekundarunterrichts bestätigt;

- 2° mindestens 40 Jahre alt und seit mindestens 12 Monaten ununterbrochen als Arbeitssuchender eingetragen ist;

- 3° zwischen 25 und 40 Jahre alt und seit mindestens 24 Monaten ununterbrochen als Arbeitssuchender eingetragen ist.

§ 2. Eine Person wird dem Arbeitssuchenden im Sinne von § 1. gleichgestellt, wenn :

- 1° sie Teilschulpflicht unterliegt und den Vollzeitssekundarunterricht nicht mehr besucht;
- 2° sie eine Teilzeitbeschäftigung ausübt, bei der ihre Arbeitszeit höchstens ein Drittel der gewöhnlichen Arbeitszeit beträgt, die ein Vollzeitbeschäftigter im Unternehmen, die sie beschäftigt, zu leisten hat;
- 3° sie in Artikel 78 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit erwähnt ist;

- 4° sie nicht beschäftigt ist, geringe Fachkenntnisse im Sinne von § 1 1° Absatz 2 hat und an einer Berufsbildung teilnimmt, die vom Amt organisiert oder bezuschußt wird oder die in einem vom « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » (Gemeinschaftlichen Fonds für die soziale und berufliche Wiedereingliederung der Behinderten) anerkannten Zentrum stattfindet;

- 5° sie Vollarbeitslose aber keine Arbeitssuchende ist, Arbeitslosengeld bezieht und in den Artikeln 89 und 90 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit erwähnt ist;

- 6° sie seit mindestens 3 Monaten das Existenzminimum bezieht;

- 7° sie infolge einer vom « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » anerkannten Unzulänglichkeit bzw. Minderung um mindestens 20 % ihrer geistigen Leistungsfähigkeit oder um mindestens 30 % ihrer körperlichen Leistungsfähigkeit nur begrenzt arbeitsfähig ist.

§ 3. Die Regierung kann die Arbeitnehmer, die in einem von der Exekutive als in Schwierigkeit anerkannten Betrieb bzw. Tätigkeitssektor beschäftigt werden, für einen einjährigen Zeitraum den Arbeitssuchenden im Sinne von Artikel 1 gleichstellen.

§ 4. Für die Anwendung des vorliegenden Artikels wird der Zustand des Arbeitssuchenden am Tag vor dem Ausführungsanfang des Vertrages beurteilt.

Art. 5. § 1. Für die Anwendung von Artikel 4 § 1 werden die folgenden Zeiträume nicht als Unterbrechung der Zeit der Eintragung bei den Diensten des Amtes betrachtet :

- 1° die Unterbrechungszeiten von höchstens 15 Tagen, außer im Falle von verwaltungsmäßiger Bestrafung oder Ausschließung auf der Grundlage von den Artikeln 51, 52 und 153 bis 156 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit;

- 2° die Zeiten, die in Anwendung der Gesetz- oder Verordnungsbestimmungen in bezug auf die Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität zur Zahlung einer Entschädigung geführt haben;

- 3° die Zeiten der Arbeitslosigkeit, die durch Urlaubsgeld gedeckt werden;

- 4° die Zeiten, die in Anwendung der Gesetz- oder Verordnungsbestimmungen in bezug auf die Entschädigung von Arbeitsunfällen, Unfällen auf dem Arbeitsweg und Berufskrankheiten zur Zahlung einer Entschädigung geführt haben.

§ 2. Die Zeit der Eintragung als Arbeitssuchender wird durch das folgende unterbrochen :

- 1° die Haftzeiten;
- 2° die Zeiten, in denen der Betreffende einberufen bzw. wieder einberufen worden ist oder seinen Zivildienst als Wehrdienstverweigerer leistet;

- 3° die Aufenthaltszeiten in der Bundesrepublik Deutschland eines Arbeitnehmers, der mit einem im Rahmen der Stationierung der Belgischen Streitkräfte beschäftigten Belgier zusammen lebt.

Art. 6. Der in Artikel 2 erwähnte Arbeitsvertrag wird auf unbestimmte Zeit für eine Vollzeit- oder eine Teilzeitbeschäftigung abgeschlossen. Bei einer Teilzeitbeschäftigung soll die Dauer der Leistungen mindestens ein Drittel der normalen Vollzeitarbeitsdauer im Unternehmen, das ihn beschäftigt, betragen.

Wenn es sich jedoch um einen Arbeitssuchenden im Sinne von Artikel 4 § 2 2° handelt, darf der Vertrag nur für eine Vollzeitbeschäftigung abgeschlossen werden.

Art. 7. Die in Artikel 2 erwähnte Prämie beträgt 40 000 BF pro volles Kalenderquartal, in dem der vollzeitig eingestellte Arbeitssuchende beschäftigt wird.

Sie kann für höchstens vier aufeinanderfolgende Quartale gewährt werden.

Sie wird zum ersten Mal im Quartal, das dem Anfang der Vertragsausführung folgt, gewährt.

Bei einer Teilzeitbeschäftigung wird der Prämienbetrag entsprechend der Leistungsdauer reduziert.

Der Arbeitgeber, der einen in Artikel 4 § 2 2^o erwähnten Vollzeitbeschäftigten, der in seinem Betrieb schon eingestellt ist, beschäftigt, erhält eine Prämie, die der zusätzlichen Leistungen entsprechend berechnet wird.

Art. 8. Ein Arbeitgeber kann höchstens vier Prämien pro Quartal erhalten.

Art. 9. Im Falle einer Aufhebung der Arbeitsvertragsausführung, infolge deren der Arbeitsuchende, für den eine Prämie gewährt werden kann, nicht entlohnt wird, wird die Auszahlung der Prämie verschoben.

Unter Aufhebung der Arbeitsvertragsausführung versteht man die in Kapitel III des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über den Arbeitsverträge erwähnten Umständen, deren Dauer 24 Monate nicht überschreitet.

Im Falle einer Ersetzung des Arbeitnehmers, dessen Vertrag von einem die in Artikel 4 erwähnten Bedingungen erfüllenden Arbeitgeber aufgehoben wird, kann die Prämie jedoch im Verhältnis mit den vollen von dem Nachfolger geleisteten Quartalen ausbezahlt werden.

Art. 10. Die Prämie darf keinesfalls gleichzeitig mit einer anderen Beihilfe, die zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region für dieselbe Einstellung bezogen wird, gewährt werden.

Art. 11. § 1. Die Gewährung der Prämie ist an folgende Bedingungen gebunden :

1^o am Ende eines jeden der ersten drei Quartale, die Anlaß zur Gewährung einer Beihilfe geben, muß der Bezugspersonalbestand, d.h. die Anzahl der dem « Office national de sécurité sociale » (Landesamt für soziale Sicherheit) gemeldeten Arbeitnehmer, im Verhältnis zu dem Bestand, der in den statistischen Stellenplänen und in den namentlichen Aufstellungen der drei entsprechenden Quartale des Jahres vor der Einstellung eingetragen ist, um mindestens so viele Einheiten höher liegen, wie Prämien gewährt worden sind.

Für das letzte Quartal, das Anlaß zur Gewährung einer Beihilfe gibt, muß die Anzahl der Arbeitnehmer, die im statistischen Stellenplan und in der am Ende dieses Quartals beim « Office national de sécurité sociale » eingereichten namentlichen Aufstellung gemeldet sind, mindestens der Zahl entsprechen, die im statistischen Stellenplan und in der namentlichen Aufstellung vom Ende des Quartals, in dem die Einstellung erfolgt ist, gemeldet worden ist.

Der Arbeitgeber ist verpflichtet, innerhalb von sechs Monaten nach Ende des betreffenden Quartals die statistischen Stellenpläne und die namentlichen Aufstellungen bekanntzugeben, ansonsten verliert er das Recht auf die damit verbundene Prämie;

2^o die zusätzlichen Stellen, die sich aus den Einstellungen im Sinne von Artikel 2 des vorliegenden Erlasses ergeben, müssen ab Ende des letzten Quartals, das Anlaß zur Gewährung einer Prämie gegeben hat, ein Jahr lang aufrechterhalten werden. Der Beweis der Weiterbeschäftigung der Arbeitnehmer, für die eine Prämie gewährt worden ist, bzw. ihrer Nachfolger erfolgt durch Vorlage des statistischen Stellenplans und der am Ende eines jeden der acht betreffenden Quartale beim « Office national de sécurité sociale » eingereichten namentlichen Aufstellung. Diese Dokumente müssen innerhalb von sechs Monaten nach Ende des betreffenden Quartals vorgelegt werden.

§ 2. Im Bezugspersonalbestand, der für die Anwendung von § 1 zu berücksichtigen ist, werden weder die anerkannten Lehrlinge noch die Praktikanten, die im Königlichen Erlaß Nr. 230 vom 20. Dezember 1983 über das Praktikum und die berufliche Insertion der Jugendlichen erwähnt werden, eingeschlossen.

Art. 12. Der Antrag auf Gewährung einer Prämie wird vom Arbeitgeber bzw. dessen Beauftragtem spätestens am Ende des Quartals nach demjenigen, in dem die Vertragserfüllung beginnt, eingereicht.

Er wird bei den subregionalen Dienststellen des « Office » eingereicht und von diesem bearbeitet.

Folgende Unterlagen sind dem Antrag beizufügen :

1^o eine ausführliche Beschreibung der Entwicklung der Beschäftigung innerhalb des Unternehmens im Laufe der drei Quartale vor Beginn der Vertragserfüllung;

2^o die statistischen Stellenpläne und die beim « Office national de sécurité sociale » eingereichten namentlichen Aufstellungen betreffend diese drei Quartale;

3^o die Identität, der Wohnsitz und der Aufenthalt des eingestellten Arbeitsuchenden;

4^o eine Bescheinigung des « Office », die angibt, zu welcher der in Artikel 4 erwähnten Kategorien der eingestellte Arbeitsuchende gehörte;

5^o eine Erklärung des Arbeitgebers zur Bestätigung, daß er dem Gesetz vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer unterliegt und daß er nicht zu den in Artikel 3 erwähnten Arbeitgebern gehört;

6^o eine Kopie des mit dem eingestellten Arbeitsuchenden abgeschlossenen Arbeitsvertrags;

7^o eine Erklärung des Arbeitgebers, mit der er sich verpflichtet, den vom Minister bezeichneten Beamten zu gestatten, im Unternehmen oder bei seinem Beauftragten die Kontrolle der Ausführung der Bestimmungen vorliegenden Erlasses vorzunehmen.

Art. 13. Der zuständige subregionale Ausschuss für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung gibt sein Gutachten innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag der Einreichung des Antrags ab. Nach Ablauf dieser Frist ist das Gutachten nicht mehr erforderlich.

Ein ungünstiges Gutachten soll begründet sein.

Art. 14. Der Minister stellt dem Arbeitgeber seinen Beschluß zu.

Die Prämie wird im Rahmen der Haushaltsmittel, die für das zum Zeitpunkt der Antragstellung laufende Jahr zur Verfügung stehen, gewährt.

Art. 15. Die Auszahlung der Prämie wird vom « Office » bei Ablauf jedes Kalenderquartals gegen Vorlage des statistischen Stellenplans und der beim « Office national de sécurité sociale » eingereichten namentlichen Aufstellung vom entsprechenden Quartal vorgenommen.

Art. 16. Der Arbeitgeber ist zur Rückzahlung der Prämie verpflichtet :

1^o wenn er eine Prämie in Übertretung des vorliegenden Erlasses erhalten hat;

2^o wenn er sich in die in Artikel 2 erwähnten Situationen versetzt, und zwar zwischen dem Zeitpunkt der Antragstellung und dem Ende des Zeitraums, der im Beschluß zur Gewährung der ggf. um die in Artikel 9 Absatz 2 erwähnten Zeiträume verlängerten Prämie vorgesehen ist;

3^o wenn er den Arbeitnehmer, der Anlaß zur Gewährung der Prämie gegeben hat und im Laufe der in Artikel 11 § 1 erwähnten Zeiträume entweder gekündigt hat oder entlassen worden ist, nicht durch einen Arbeitsuchenden, der die in Artikel 4 aufgeführten Bedingungen erfüllt, ersetzt.

Der Personalwechsel muß spätestens am Ende des Kalenderquartals nach dem der Kündigung oder der Entlassung des Arbeitnehmers erfolgen.

Die Klage auf Rückerstattung der Beihilfen verjährt in drei Jahren ab dem Tag der Zahlung. Diese Frist wird auf fünf Jahren erhöht, wenn die unbegründete Zahlung die Folge eines Betrugs, eines Diebstahls oder betrügerischer Handlungen des Antragstellers ist.

Art. 17. Der Minister bezeichnet die Beamten, die mit der Kontrolle und der Aufsicht des vorliegenden Erlasses beauftragt werden.

Art. 18. Der Königliche Erlaß Nr. 5 vom 18. April 1967 über die Kontrolle und die Gewährung der Zuschüsse findet Anwendung auf die im vorliegenden Erlaß erwähnten Beihilfen.

Art. 19. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1993 in Kraft.

Art. 20. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Mai 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,
A. LIENARD

VERTALING

N. 93 — 1910

[C — 27329]

**27 MEI 1993. — Besluit van de Waalse Regering
tot toekenning van een indienstnemingspremie aan werkgevers die een werkzoekende in dienst nemen**

De Waalse Regering,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1;

Gelet op het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de Gewestdienst voor Arbeidsbemiddeling, inzonderheid op artikel 23, § 1;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling (FOREM)), gegeven op 15 september 1992;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 16 november 1992;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financien, gegeven op 28 september 1992;

Gelet op het advies van de Commissie van de Europese Gemeenschap, gegeven op het 11 mei 1993;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort, gegeven op 25 mei 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 december 1990 tot toekenning van een indienstnemingspremie aan werkgevers die een werkzoekende in dienst nemen niet meer van toepassing is op 31 december 1992;

Overwegend dat de bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 juli 1985 ingestelde tussenkomst in de bezoldiging van moeilijk te plaatsen werklozen behouden moet worden, gelet op het gevolg van een dergelijke tussenkomst op de indienstneming van deze categorie werklozen;

Overwegend dat het dringend is, rekening houdend met de huidige economische context, de toekenning van indienstnemingspremies aan de betrokken ondernemingen toe te kennen om hen aan te sporen de bedoelde werklozen zo vlug mogen aan te werven;

Op de voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° werkgever : iedere natuurlijke of rechtspersoon samengesteld onder de vorm van een handelsvennootschap en die industriële, commerciële, ambachtelijke, landbouw- of dienstverleningsactiviteiten ontwikkelt in een uitbatingszetel gevestigd in het Waalse Gewest;

2° de premie : de premie toegekend aan de werkgever die een bij dit besluit bedoelde werkzoekende in dienst neemt;

3° de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort;

4° de Dienst : de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), afgekort FOREM.

Art. 2. De werkgever, die een werkzoekende in dienst neemt met een arbeidsovereenkomst, kan recht hebben op een premie onder volgende voorwaarden :

1° de wettelijke en reglementaire bepalingen voor de uitoefening van zijn activiteit naleven, alsook de fiscale en sociale wetgevingen en reglementeringen;

2° indien nodig, de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen na te leven;

3° niet één of meerdere werknemers ontslagen te hebben om ze te vervangen door één of meerdere werkzoekenden waarvoor hij het recht op de premie vraagt.

Art. 3. Hebben geen recht op de premie :

- 1° de publiekrechtelijke rechtspersonen;
 - 2° de onderwijsinstellingen ingericht, erkend of gesubsidieerd door de Franse of Duitstalige Gemeenschap en de psycho-medisch-sociale centra voor school- of beroepsoriëntatie;
 - 3° de schouwspelbedrijven en de sportclubs;
 - 4° de uitzendbureau's;
 - 5° de werkgevers die uitsluitend huispersoneel in dienst hebben;
 - 6° de personen die één der volgende vrije beroepen uitoefenen, namelijk dokters, apothekers, tandartsen, paramedische beroepen, veeartsen, avokaten, notarissen, architecten en gerechtsdeurwaarders...
- Onder paramedische beroepen dienen onder meer de volgende beroepen te worden verstaan : apotheek-assistentie; audiologie; diëtiëk; ergotherapie, genetische genie; medische beeldhandelingen; kinesithérapie en fysiotherapie, laboratorium en biotechnologie; logopedie; orthese; verbanden en prothese; optometrie en optiek; orthoptie; podologie; tandprothese; klinische psychologie; patiëntenvervoer;
- 7° de feitelijke vennootschappen en de burgerlijke beroepsvennootschappen samengesteld door personen die één der sub 6° opgesomde beroepen uitoefenen;
 - 8° de verzorgings- en verblijfinstellingen.

Art. 4. Is werkzoekende in de zin van artikel 2 iedere volledig uitkeringsgerechtigd werkloze die recht heeft op werkloosheids- of wachttijduitkeringen voor alle dagen van de week, in het Waalse Gewest woont en verblijft, en die :

1° hetzij, zijnde minstens 18 jaar en nog geen 25 jaar oud, aanzien wordt als minder gekwalificeerd en die sinds ten minste 12 maanden ononderbroken als werkzoekende ingeschreven is.

Wordt aanzien als minder gekwalificeerd, de werkzoekende die niet houder is van een diploma dat het slagen bekrachtigt van universitaire studies of van studies van het hoger onderwijs van het lange of korte type of van het algemeen hoger secundair onderwijs of van het lager of hoger technisch secundair onderwijs;

2° ten minste 40 jaar oud is en sinds minstens 12 maanden ononderbroken als werkzoekende ingeschreven is;

3° tussen 25 en minder dan 40 jaar oud is en sinds minstens 24 maanden ononderbroken als werkzoekende ingeschreven is.

§ 2. Wordt gelijkgesteld met de werkzoekende in de zin van § 1, iedere persoon die, hetzij :

1° deeltijds schoolplichtig is en het voltijdse secundair onderwijs niet volgt;

2° terwerkgesteld is in een deeltijdse betrekking waarvan de duur gelijk of kleiner is dan het derde van de normale duur van een voltijds werk in het bedrijf waar hij in dienst is;

3° bedoeld is bij artikel 78 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

4° niet tewerkgesteld is en minder gekwalificeerd is in de zin van § 1, 1°, tweede lid, en die een beroepsopleiding volgt welke door de Dienst ingericht of gesubsidieerd is of in een centrum erkend door het « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » (Gemeenschapsfonds voor de sociale en professionele integratie van minder-validen);

5° niet werkzoekend volledig uitkeringsgerechtigd werkloze is en bedoeld is bij artikel 89 of 90 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

6° op het bestaansminimum recht heeft sinds ten minste 3 maanden;

7° van wie de werkgeschiktheid verminderd is ten gevolge van een ontoereikendheid of vermindering van minstens 20 % van zijn geestelijk vermogen of van minstens 30 % van zijn fysisch vermogen en die erkend is door de Dienst of door het « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ».

§ 3. De Regering kan de werknemers van een door haar in moeilijkheid verkerend erkende onderneming of activiteitssector gelijkstellen met de werkzoekenden in de zin van § 1, tijdens een periode van één jaar.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel wordt de situatie van de werkzoekende beoordeeld op de vooravond van het begin van zijn overeenkomst.

Art. 5. § 1. Voor de toepassing van artikel 4, § 1, worden niet aanzien als onderbreking van de inschrijvingsperiode bij de diensten van de Dienst :

1° de periodes van een onderbreking van maximum vijftien dagen, behalve voor periodes van administratieve sanctie of uitsluiting op basis van artikelen 51, 52 en 153 tot 156 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

2° de periodes die aanleiding gegeven hebben tot de betaling van een vergoeding bij toepassing van de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

3° de werkloosheidsperiodes gedekt door vacantiégeld;

4° de periodes die aanleiding gegeven hebben tot de betaling van een vergoeding bij toepassing van de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten.

§ 2. De periode van inschrijving als werkzoekende wordt onderbroken door :

1° de periodes van gevangenisstraf;

2° de periodes van oproep of wederoproep onder de wapens of van burgerlijke dienst verricht als gewetensbezwaarde;

3° de periodes van verblijf in de Bondsrepubliek Duitsland van een werknemer die samenwoont met een Belg tewerkgesteld in het kader van de stationering van de Belgische strijdkrachten.

Art. 6. De in artikel 2 bedoelde arbeidsovereenkomst wordt aangegaan voor een onbepaalde duur, voltijds of deeltijds. In dit laatste geval, moet de duur van de prestaties gelijk of hoger zijn dan het derde van de normale duur van een voltijdse arbeid in de onderneming waar de tewerkstelling gebeurt.

Nochtans voor wat betreft de in artikel 4, § 2, 2° bedoelde werkzoekende kan de indienstneming enkel voltijds overeengekomen worden.

Art. 7. De in artikel 2 bedoelde premie bedraagt 40 000 F per kalendertrimester van volledige tewerkstelling van de voltijdse aangeworven werkzoekende.

Zij kan toegekend worden voor maximum vier opeenvolgende trimesters.

Het eerste trimester tijdens hetwelk zij toekend is, is het trimester dat het begin van de uitvoering van de overeenkomst volgt.

In geval van deeltijdse tewerkstelling is het bedrag van de premie evenredig verminderd.

De werkgever, die een in artikel 4, § 2, 2^o bedoelde werkzoekende voltijds in dienst neemt, die al in zijn onderneming tewerkgesteld is, heeft recht op een premie berekend naar evenredigheid van de bijkomende prestaties.

Art. 8. Een werkgever kan recht hebben op maximum vier premies per trimester.

Art. 9. Bij schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst met als gevolg de niet-uitbetaling van de werkzoekende die het recht op de premie veroorzaakt heeft, wordt de uitbetaling van de premie uitgesteld.

Onder schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst worden bedoeld de omstandigheden bedoeld in artikel III van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten die niet langer dan 24 maanden duren.

Nochtans in geval van vervanging van de werknemer wiens overeenkomst geschorst is door een werkzoekende die de in artikel 4 bedoelde voorwaarden beantwoordt, kan de premie uitbetaald worden naar evenredigheid van de door de vervanger gepresteerde volledige trimesters.

Art. 10. In geen geval mag de premie gecumuleerd worden met een andere tegemoetkoming die toegestaan zou worden ten laste van de begroting van het Waalse Gewest wegens dezelfde indienstneming.

Art. 11. De toekenning van de premie is onderworpen aan volgende voorwaarden :

1^o het referentie-effectief, hetzij het aantal bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aangegeven werknemers, moet, op het einde van elk der drie eerste trimesters die aanleiding geven tot een tussenkomst, hoger zijn dan hetwelk opgegeven is in de statistieke tabellen en in de nominatieve lijsten van elk der drie overeenstemmende trimesters van het jaar dat de indienstneming voorafgaat met minstens zoveel eenheden als toegekende premies.

Wat betreft het laatste trimester dat aanleiding geeft tot een tussenkomst, moet het aantal werknemers vermeld in de statistieke tabellen en in de nominatieve lijst ingediend bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op het einde van dat trimester minstens gelijk zijn met hetwelk vermeld staat in de statistieke tabel en in de nominatieve lijst van het einde van het trimester tijdens hetwelk de indienstneming plaatsvond.

De werknemer is ertoe gehouden de statistieke tabellen en de nominatieve lijsten over te maken binnen een termijn van zes maanden vanaf het einde van het betrokken trimester, onder straffe het voordeel van de eraan verbonden premie te verliezen;

2^o de bijkomende betrekkingen voortkomend uit de in artikel 2 van dit besluit bedoelde indienstnemingen moeten behouden worden gedurende een jaar vanaf het einde van het laatste trimester dat aanleiding gegeven heeft tot de premie. Het bewijs van de indiensthouding van de werknemers of van hun vervangers waarvoor de premie toegekend werd wordt vastgesteld door de voorlegging van de statistieke tabel en van de nominatieve lijst ingediend bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op het einde van elk der acht betrokken trimesters, dit binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf het einde van het laatste betrokken trimester.

§ 2. Het referentie-effectief waarmee moet rekening gehouden worden voor de toepassing van § 1 bevat noch de erkende leerlingen, noch de stagiairs bedoeld bij het koninklijk besluit nr. 230 van 20 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces.

Art. 12. De premieaanvraag wordt door de werkgever of zijn lasthebber ingediend laatstens op het einde van het trimester na het trimester tijdens hetwelk de uitvoering van de arbeidsovereenkomst begonnen is.

Zij wordt ingediend bij de subregionale diensten van de Dienst en door hem behandeld.

De volgende stukken worden erbij gevoegd :

1^o een gedetailleerde toestand van de evolutie van de tewerkstelling in het bedrijf tijdens de drie trimesters voorafgaand het begin van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst;

2^o de statistieke tabellen en de nominatieve lijsten ingediend bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid betreffende deze drie trimesters;

3^o de identiteit, de woonplaats en de verblijfplaats van de indienstgenomen werkzoekende;

4^o een getuigschrift van de Dienst waarbij de in artikel 4 bedoelde categorie waartoe de indienstgenomen werkzoekende behoorde aangeduid wordt;

5^o een verklaring van de werkgever waarbij hij bevestigt dat hij onderworpen is aan de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en dat hij geen van de in artikel 3 bedoelde werkgevers is;

6^o een afschrift van de arbeidsovereenkomst afgesloten met de indienstgenomen werkzoekende;

7^o een verbintenis van de werkgever waarbij de ambtenaren en agenten van de Dienst toegelaten worden in het bedrijf of bij zijn lasthebber de toepassing van de bepalingen van dit besluit te controleren.

Art. 13. Het bevoegde subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming geeft zijn advies binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de indiening van de aanvraag.

Na deze termijn is het advies niet meer gevraagd.

Het ongunstig advies moet met redenen omschreven zijn.

Art. 14. De Minister betekent zijn beslissing aan de werkgever.

De premie wordt toegekend binnen de grenzen van de begrotingskredieten die beschikbaar zijn voor het lopende jaar op het moment van de indiening van de aanvraag.

Art. 15. De betaling geschiedt door de Dienst op het einde van elke kalendertrimester op voorlegging van de statistieke tabel en van de nominatieve lijst van het overeenstemmend trimester ingediend bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Art. 16. Wordt ertoe gehouden de premie terug te betalen :

1^o de werkgever die recht gehad heeft op een premie bij overtreding van dit besluit;

2^o de werkgever die zich in een van de in artikel 2 bedoelde situaties plaatst tussen het ogenblik van de indiening van de aanvraag en het einde van de periode die voorzien is in de beslissing tot toekenning van de verlengde premie of, in voorkomend geval, in de in artikel 9, tweede lid, bedoelde schorsingsperiodes;

3^o de werkgever die de werknemer, die het recht op de premie gaf en die hetzij ontslag genomen heeft, hetzij ontslagen werd tijdens de in artikel 11, § 1, bedoelde periodes, niet vervangt door een werkzoekende die de in artikel 4 opgesomde voorwaarden beantwoordde.

De vervanging moet plaatsvinden laatstens op het einde van het kalendertrimester na het trimester van de aftreding of van het ontslag van de werknemer.

De vordering tot terugbetaling van de tegemoetkomingen is voorgeschreven per drie jaar vanaf de betaling. Deze termijn wordt tot vijf jaar herleid indien de ongegronde betaling het gevolg is van fraude, oplichting of van frauduleuze handelingen vanwege de aanvrager.

Art. 17. De Minister duit de ambtenaren aan, die belast zijn met de controle en het toezicht van dit besluit.

Art. 18. Het koninklijk besluit nr. 5 betreffende het toezicht op de toekenning en het gebruik van toelagen is van toepassing op de in dit besluit bedoelde tegemoetkomingen.

Art. 19. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1993.

Art. 20. De Minister, tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,
A. LIENARD

F. 93 — 1911

[C — 27331]

3 JUIN 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon instaurant des aides à la création, l'extension et la reconversion d'entreprises en favorisant l'embauche et la formation des travailleurs

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1er;
Vu le décret du 16 décembre 1986 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment l'article 23, § 1er;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 15 septembre 1992;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 septembre 1992;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 16 novembre 1992;

Vu l'avis de la Commission des Communautés européennes, donné le 26 mai 1993;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 décembre 1990 créant une prime pour favoriser l'embauche de travailleurs à former et organisant une intervention dans les frais de formation a cessé d'être en vigueur au 31 décembre 1992;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter, eu égard au nouveau contexte économique, l'intervention dans la formation du personnel en vue de la création d'une entreprise, de son extension ou de sa reconversion prévue par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 24 septembre 1987, modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage;

Considérant qu'il s'avère urgent, vu le contexte économique actuel, de donner aux entreprises concernées les subventions nécessaires pour les inciter à recruter dans les meilleurs délais des demandeurs d'emploi inoccupés et à les former;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions et assimilations

Article 1er. § 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° l'entreprise : l'entreprise industrielle ou à caractère industriel dont un siège d'exploitation est situé en Région wallonne, à l'exception :

— de celle qui poursuit des activités du secteur tertiaire relatives au commerce de distribution, de biens et de services, de gros ou de détail;

— de celle qui a une activité de production et de distribution d'énergie;

2° le Ministre : le Ministre ayant l'emploi dans ses attributions;

3° l'Office : l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, en abrégé le FOREM;

4° les demandeurs d'emploi : les chômeurs complets indemnisés bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine;

5° les demandeurs d'emploi de longue durée : les chômeurs complets indemnisés qui, pendant les 12 mois précédant leur engagement, ont bénéficié sans interruption d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, sont assimilés aux demandeurs d'emploi :

1° les demandeurs d'emploi inoccupés recrutés et visés à l'article 36 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

2° les demandeurs d'emploi qui, au moment de leur engagement, bénéficient du minimum de moyens d'existence.

§ 3. Pour l'application du présent arrêté, sont assimilés aux demandeurs d'emploi de longue durée :

1° les demandeurs d'emploi qui, au moment de leur engagement, bénéficient, sans interruption, depuis au moins 3 mois du minimum de moyens d'existence;